

Alors que deux émissaires de Paris ont rencontré le président du FPR

L'armée française multiplie ses opérations au Rwanda

Des militaires français devaient effectuer trois nouvelles missions au Rwanda, vendredi 24 juin, après celle qu'ils ont effectuée la veille, à partir du Zaïre, à proximité de Cyangugu. A Paris, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé que la France n'était pas isolée dans cette affaire. Il a énuméré quelques pays - dont l'Italie - disposés à apporter un soutien à l'opération «Turquoise». Trois cents soldats sénégalais doivent rejoindre les 2 500 militaires français engagés dans cette opération. D'autre part, deux émissaires français ont rencontré, au Rwanda, le président du Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement rebelle tutsi, qui reste opposé à l'intervention française.

Le cinquième scénario

L'opération «Turquoise» au Rwanda est à ce jour la première application du Livre blanc sur la défense que le gouvernement avait présenté en février dernier. Elle y est même parfaitement décrite. C'est le scénario 5, titré par les auteurs du document : «Opérations en faveur de la paix et du droit international», parmi les six scénarios retenus au total comme étant les plus probables. «La probabilité d'avoir à participer à des opérations de ce type, et même simultanément à plusieurs dans le monde, est dès aujourd'hui très élevée», peut-on lire dans le Livre blanc, qui en situe la possibilité pour l'armée française autant en Europe qu'au Moyen-Orient et en Afrique, voire en Amérique latine et en Extrême-Orient.

Par rapport au Livre blanc précédent, dont la rédaction remonte au début des années 70, l'originalité du texte présenté par l'actuel gouvernement tient au fait qu'il ne s'agit plus seulement de venir au secours de régimes, en Afrique notamment, avec lesquels la France avait conclu des accords de défense ou d'assistance militaire technique. Le cadre est désormais plus large. Entre-temps, en effet, la France a accepté de prendre toute sa part les responsabilités dans les

enceintes internationales - telles l'ONU, l'OTAN, l'UEO ou la CSCE - qui seraient en situation de monter des opérations en faveur de la paix et du droit international, en dehors de celles qui s'inspireraient du droit d'ingérence.

Avec le Livre blanc 1994, bien d'autres formes d'action que le soutien à des régimes supposés amis ou la récupération de ressortissants menacés sont désormais imaginées par les stratèges français. Le travail de réflexion accompli par la commission Marceau Long, à l'origine du texte, et avalisé par Edouard Balladur et François Léotard, cite l'interposition entre des belligérants, le contrôle de frontières, la conduite d'opérations humanitaires, la surveillance d'un cessez-le-feu ou le rétablissement de la sécurité des communications.

L'opération «Turquoise» entre donc dans la catégorie des interventions concevables pour le nouveau Livre blanc. Ce texte, qui est en quelque sorte la bible de la défense, n'a pas été soumis à l'approbation du Parlement, qui ne connaît, sur le plan législatif, que la seule programmation militaire. Mais, au moment de sa diffusion, le Livre blanc n'a pas été critiqué dans ses grandes lignes. Et la loi de programma-

tion militaire, dont il est en quelque sorte le préambule explicatif, a été adoptée à une large majorité du Parlement. On peut donc considérer - si l'on se veut formaliste - que la représentation nationale a donné son aval à une politique de défense qui, aujourd'hui, dans ses grands principes, permet à l'armée française de se lancer dans des actions comme au Rwanda, dès lors qu'elles ont la bénédiction de l'ONU.

Ce qui n'empêche pas d'estimer, en même temps, que ce genre d'interventions peuvent se révéler à hauts risques politiques et militaires. M. Balladur l'a compris, qui ne cesse d'y poser des conditions, au Rwanda, ou des restrictions, comme en Bosnie. M. Léotard l'admet, qui, pour justifier par exemple l'opération «Turquoise», a d'ores et déjà prévu un accompagnement médiatique censé s'adresser autant aux citoyens français qu'aux responsables du Front patriotique rwandais (FPR) pour que nul ne se méprenne sur le sens de la mission.

Il est vrai que le précédent de la Somalie ne plaide pas en faveur des partisans à tout crin de l'opération «Turquoise».

JACQUES ISNARD

Lire la suite page 3